

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

1 F

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - DEUXIÈME ANNÉE - 19-7-1972 - N° 64

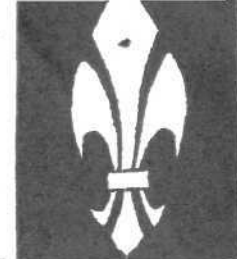
BRETAGNE :

des chouans

pour

l'an 2000 ?

le mouvement royaliste



propagande vacances

VAR

Les militants de la N.A.F. en vacances dans la région sont priés de se mettre en rapport avec M. Fabrice O'DRISCOLL, « La Caravelle », route de Pierreplane, 83 - BANDOL.

ALPES-MARITIMES

Les militants de la N.A.F. en vacances dans la région sont priés de se mettre en rapport avec M. KERVIGNAC, 27, rue Aurélienne, 06 - CANNES-LA BOCCA.

BRETAGNE

Dimanche 30 juillet, « Journée portes ouvertes » au camp de la N.A.F. à Mégrit, par Jugon (Côtes-du-Nord). Tous les sympathisants de la région sont invités à partir de 11 heures. Boissons assurées. Conférences à partir de 15 h.

réunions

SCIENCES-PO - PARIS

Tous les militants et sympathisants qui seront l'an prochain inscrits à l'I.E.P. Paris sont invités à le faire savoir au secrétariat étudiant de la N.A.F.

PARIS-15^e

Permanence suspendue pendant les vacances. Reprise le vendredi 15 septembre.

PARIS 10 - 19

La permanence est interrompue pendant les vacances. Reprise des réunions le mardi 5 septembre.

souscription du 1^{er} anniversaire

Merci, merci tout d'abord à ceux qui, très nombreux, ont répondu à notre appel. Nous vous disions il y a quinze jours notre souci. Souci des échéances de la période de vacances qui sont toujours lourdes à supporter, souci surtout de disposer des moyens financiers à la mesure de nos projets. Il nous faut conquérir dans les mois qui viennent plusieurs milliers de lecteurs nouveaux. Cette conquête implique l'impression de tracts, de brochures, des campagnes intenses de prospection pour rassembler autour de nous toutes les bonnes volontés encore éparées ou dispersées dans des combats marginaux ou d'arrière-garde.

LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
C.C.P. 642-31 Paris

29-30 juillet session universitaire

Une session universitaire, destinée aux responsables étudiants, se tiendra sur les lieux du camp dans les deux derniers jours de juillet.

Prière de s'inscrire à la NAF, ou directement sur les lieux du camp.

DÉCÈS

Au moment où s'ouvre le deuxième camp des étudiants de la N.A.F., nous avons appris avec peine le décès de M. François Bardonnaut, survenu à Bayel le 20 juin. M. Bardonnaut n'était pas d'Action française, mais son patriotisme et son ouverture d'esprit lui avaient fait accepter de recevoir dans sa propriété le camp de 1971.

Yvan Aumont, Marc Beauchamp et une délégation de notre Fédération de l'Aube étaient présents aux obsèques et ont présenté à la famille de M. Bardonnaut les condoléances de la N.A.F.

CIRCUIT DE DISTRIBUTION

JURA

Dôle : Maison de la Presse, Grande-Rue.

LOIRET

Orléans :

- La Maison de la Presse, rue Bannier.
- Kiosque place Albert-1^{er}.
- Kiosque place Gambetta.

MAINE-ET-LOIRE

Angers :

- Bar du Lycée, place du Lycée.
- Au Pacha, 16, rue d'Alsace.

MAYENNE

Laval : La Maison de la Presse, place de la Trémoille.

PETITES ANNONCES

VENDONS :

- Dictionnaire Politique et Critique de Charles Maurras. 5 volumes brochés excellent état 600 F
- Le Mauvais Traité (2 tomes), Charles Maurras. Edition originale numérotée 120 F
- Pour réveiller le Grand Juge (Charles Maurras). Edition sur vélin marais numérotée 100 F
- Apologie de Socrate (Charles Maurras). Edition sur vélin pur duffan numérotée 50 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

17, Rue des Petits-Champs PARIS-1^{er}

ccp naf 642-31

nom _____ Prénom _____
n° _____ rue _____ ville _____ département _____

**Je souscris un abonnement
d'un an à la n.a.f.-hebdo
normal 45fr soutien 100 fr**



EDITORIAL

14 juillet

Vendredi, comme de coutume, la République a eu sa fête. C'est normal : un anniversaire pareil, ça ne s'oublie pas. Comment ne pas se souvenir de cette journée glorieuse entre toutes où la tête du ci-devant gouverneur de la Bastille fut promenée au bout d'une pique, dans l'allégresse après le plus réjouissant des massacres. N'était-ce pas là le signe de l'émancipation des citoyens ? le début d'une nouvelle ère ? la fin de la tyrannie ? l'avènement de la souveraineté populaire ? le début du paradis ?

Aux « Dossiers de l'écran », du moins, c'est ce qui ressortait des propos de M. Albert Soboul, l'historien officiel en la matière. Personne ne vint clouer le bec du monsieur en rappelant quelques-unes de ces vérités élémentaires dont la révélation suffirait à provoquer la plus légitime colère d'un peuple qui découvrirait enfin qu'on l'a berné.

La première chose à rappeler à Soboul, ce devait être les propres paroles de son maître Marx expliquant que grâce à cette belle révolution, l'Etat était devenu « le fondé de pouvoir de la bourgeoisie ». Voilà qui aurait excellemment introduit l'énoncé de la loi Le Chapelier interdisant aux travailleurs de se coaliser pour défendre leurs prétendus intérêts. Après quoi, on aurait pu parler un peu du détail des événements et s'interroger ainsi sur le rôle de certaines colonnes infernales dans l'Ouest venues apprendre la liberté à des gens qui ne semblaient pas l'apprécier. Les cinq cent mille morts de la répression républicaine, assassinés en de multiples Oradour ne font pas partie du peuple de M. Soboul. Il fallait leur apprendre à vivre.

R.T.L., en pleine frénésie sans-culottes, nous fit entendre une mégère non apprivoisée braillant que c'en était terminé de ces guerres épouvantables où les tyrans se forgeaient du sang de leurs sujets... Incroyable, mais on écoute sans rire

ou sans hurler, en ayant l'air de croire que la conscription générale ne date pas de cette belle période, en oubliant simplement que la révolution ce serait la guerre, sans fin, sans trêve.

Enfin et surtout, il aurait fallu détruire sans pitié le mythe de la libération populaire. La nuit du 4 août a sonné le glas de toutes les libertés. Selon le mot du duc d'Orléans, de citoyens qu'ils étaient, cette nuit-là, les Français sont devenus des administrés. La dérision suprême a consisté à faire croire que les privilèges avaient disparu tandis que l'on était en train d'instaurer le privilège de l'argent, le plus odieux, le plus tyrannique. Le scandale hideux du prolétariat allait se développer du fait de la ploutocratie dont l'acte de naissance en France date de l'assassinat du roi.

Un jour, les légendes mensongères seront réduites. Ce jour-là, on découvrira enfin la réalité des choses, que par exemple, digne émule de Robespierre, personne sauf Staline n'assassina plus de travailleurs que Lénine, ou encore, que la III^e République fut le régime d'Europe qui fit couler le plus de sang ouvrier.

Le droit le plus imprescriptible de la personne est le droit à vérité. Il importe donc que l'enseignement de l'Histoire soit entièrement libéré des faussaires qui l'ont monopolisé. Telle nous paraît la plus élémentaire tâche de salut public. Nous nous y emploierons.

La vérité rétablie, une œuvre de reconstruction sera possible. La liberté ne sera plus un mot vide, la justice une formule de rhétorique. La France enfin pourra se retrouver puisqu'elle ne sera plus coupée de ses traditions les plus essentielles.

N.A.F.

NAF.TELEX...NAF.TELEX

ELF - ERAP

Le coup de pied de l'âne. Dans le décret du 4 juillet 1972, paru au Journal Officiel du 12 juillet et accordant un permis exclusif de recherches d'hydrocarbures à l'E.R.A.P. (groupe ELF) sur une superficie d'environ 4 500 km² englobant une partie des départements de l'Aisne, de l'Aube et de la Seine-et-Marne, nous avons remarqué les signatures de Jacques Chaban-Delmas et de François Ortoli. Aucune trace de celle de M. Poujade qui a été maintenu dans ses fonctions de ministre de l'Environnement. Il est vrai qu'ELF ERAP est une société d'Etat.

BLEU PETROLE

— Aucune intervention non plus de M. Poujade après les déclarations de M. Aubert (directeur

du Centre de Recherches de Biologie et d'Océanographie Médicale) et de M. Cornut-Gentille, maire de Cannes. Tous deux protestent contre l'octroi éventuel de permis de recherches pétrolières en Méditerranée.

GISCARD - FAURE

Unité d'action : Le bruit court dans les milieux financiers que, dans les mois qui viennent, on pourrait assister à un duel entre Edgar Faure et Giscard d'Estaing, le premier reprenant, en les amplifiant, les thèmes de la « Nouvelle Société » (en prévision des élections, bien sûr) et le ministre de l'Economie désirant s'en tenir à un strict équilibre budgétaire. En fait, l'opposition réelle ne provient-elle pas de ce que les deux politiciens préparent les élections présidentielles et mettent au point leur « image de marque » ?

tee - shirt

monarchie - libertés

imprimé en orange sur maillot blanc, existe en 3 tailles à préciser lors de votre commande (3-4-5).
prix : 15 F franco 18 F.

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

RESTAURATION NATIONALE
Edité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement un an : 45 F
Abonnement de soutien : 100 F
C.C.P. N.A.F. 642-31

Directeur de la Publication :
Yvan AUMONT

imprimerie abexpress
72, rue du château-d'eau paris 10^e



le malaise breton

En ce mois de juillet les touristes affluent à nouveau en Bretagne, attirés par la mer et le pittoresque des paysages. Mais l'estivant de Dinard, Paimpol ou Carnac connaît-il vraiment la Bretagne ? Trop souvent il la réduit à quelques clichés faciles : les crêpes, les pardons, les binious, Bécassine, les filles de Camaret.

Or la Bretagne, c'est avant tout une province meurtrie par deux siècles de centralisation, un pays qui veut vivre, lutter pour préserver sa personnalité et entrer de plain-pied dans l'ère post-industrielle.

L'ORIGINE DU DÉCLIN BRETON

Au XVIII^e siècle, la Bretagne, gérée par des Etats puissants qui limitaient le pouvoir de l'intendant royal, était en plein essor ; le commerce des toiles lié à la navigation atlantique animait des industries nombreuses.

La Révolution détruisit les libertés bretonnes, dépeça la province en cinq départements (1), tint en suspicion cette province catholique et chouanne. L'Empire et le blocus continental la ruinèrent. Son expansion économique ainsi cassée, la Bretagne amorça un long déclin. La centralisation napoléonienne, aggravée par un réseau ferroviaire disposé en toile d'araignée autour de Paris et fort mal organisé en Bretagne (2), allait permettre de faire de la province une terre d'exode des jeunes, ce d'autant plus que la Bretagne, à l'écart des bassins houillers et ferrifères, ne pouvait relayer ses activités artisanales en déclin. De 1911 à 1946, la diminution de la population totale et de la population active fut constante.

LE TEMPS DES ILLUSIONS (1950-1964)

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, alors que la IV^e s'apprêtait à faire la reconstruction économique du pays sans songer le moins du monde à réduire les déséquilibres régionaux un immense élan souleva la Bretagne. Alors se constitue le C.E.L.I.B. (Comité d'Etude et de Liaison des Intérêts Bretons), à la fois organisme d'étude et groupe de pression visant à la mise en œuvre d'un aménagement régional cohérent. De fait, le C.E.L.I.B. obtient des gouvernants de la IV^e l'octroi de primes aux entreprises industrielles désireuses de se décentraliser en province. Citroën s'installe alors à Rennes.

Mais aucun programme global d'action régionale n'est mis en œuvre malgré les efforts du C.E.L.I.B. En 1961, ce dernier met au point un projet de loi-programme bretonne.

Les manifestations paysannes très violentes de l'été 1961, suivies de la mise en place l'année suivante de barrages sur les voies ferrées à la suite d'un projet de relèvement des tarifs marchandises S.N.C.F., oblige le gouvernement à reculer et à s'engager à déposer avant la fin de 1962 un projet de loi-programme devant le Parlement. Mais De Gaulle s'oppose, en fin de compte, en juin 1964, à un projet qui aurait paru-il menacé l'unité nationale.

Dès lors la Bretagne s'enlise dans le marasme.

LE MARASME

Les énormes efforts de modernisation de l'agriculture sont compromis par la domination de groupes extra-régionaux (normands et savoisiens pour le beurre) qui contrôlent la transformation des produits et imposent leurs prix, cependant que des crises de mévente se produisent en l'absence de toute régionalisation des objectifs de production.

La pêche voit son avenir hypothéqué par l'absence de capitaux... et les règlements élaborés dans le cadre du Marché Commun.

Des installations comme Citroën à Rennes, le C.N.E.T. (Télécommunications) à Lannion, n'ont pas eu d'effet multiplicateur faute d'un programme régional cohérent. En outre, depuis 1963 et surtout 1967, ces implantations diminuent alors que des entreprises reconvertisibles comme les Forges d'Hennebont ont été fermées. Directions et sièges sociaux n'ont pas accompagné les usines, ce qui fait que les conflits sociaux, traités hautainement depuis Paris, tendent à s'envenimer comme dans le cas du Joint Français.

Faute d'équipements suffisants, le tourisme piétine. Présenté en outre comme une panacée contre le sous-développement, il conduit ceux qui en vivent à vouloir boucler leur année en deux mois... en pressurant le touriste.

Si le bilan migratoire est moins mauvais, c'est que l'exode persistant des jeunes est compensé par le retour au pays des retraités.

LE POMPIDO-MIRACLE

Fin 1971, Pompidou a fait de nouvelles promesses. De fait, le Pouvoir semble se décider à investir massivement pour développer l'infrastructure routière et ferroviaire et implanter dans le même temps des industries de pointe.

Mais ces crédits seront-ils bien utilisés : on peut redouter qu'en l'absence d'un pouvoir régional situé près des réalités locales, les bureaux parisiens ne distribuent comme en Lorraine à tort et à travers, la manne budgétaire, et de préférence pour renforcer la position locale de tel ou tel ministre ou député. Déjà M. Messmer, lorsqu'il cherchait à s'implanter à Lorient, avait fait gaspiller une centaine de millions pour faire construire le port clochemerlesque de Saint-Gildas-de-Ruys.

Par carence structurelle et jacobinisme centralisateur, la politique bretonne des deux dernières républiques se solde par un monumental échec.

Yves LANDEVENNEC.

(1) Dans le même temps, le découpage des circonscriptions d'action régionale séparait la Loire-Atlantique du reste de la Bretagne.

(2) Il s'en va tant quand on sait que tout l'intérieur de la Bretagne était desservi par un réseau à voie métrique qui en étranglait le développement. En 1967, un tiers de ce réseau a été normalisé et les deux autres tiers purement et simplement supprimés.

la bretagne :

bilan

et pers

le mouvement breton : du régionalisme

La renaissance d'un mouvement régionaliste breton au lendemain de la Libération a été, pendant plusieurs années, hypothéquée par les sympathies pro-allemandes en 1939-1950 des chefs du Breiz-Atao. Dans les années cinquante il a surtout un caractère économique bien symbolisé par l'action du C.E.L.I.B. Mais le rejet par De Gaulle du projet de loi-programme breton en 1964 va provoquer le développement de mouvements nouveaux souvent turbulents et caractérisés par les actions spectaculaires (style plasticage de perceptions) du F.L.B. (Front de Libération de la Bretagne) en 1967-1968. En fait, que représentent-ils réellement ?

UN FOUILLES...

Faire un organigramme des mouvements bretons est impossible étant donné la légendaire pagaille celtique. Ainsi le M.O.B. (Mouvement d'Organisation de la Bretagne), puissant vers 1960, n'existe plus, mais sa pancarte n'a pas été enlevée du local de la place des Lices à Rennes, transformé en maison des mouvements bretons tenue par un personnage sympathique et haut en couleur : Alain Le Louarn.

A toute heure des militants souvent jeunes et parlant breton (surtout devant un « étranger »), viennent y chercher du matériel de propagande. Le Louarn nous les présente comme des membres du « mouvement breton ». Sans plus.

C'est-à-dire que selon les lieux ou les humeurs, ils militent à l'A.S.D.A.V. 1532 (mouvement pour le respect du traité de 1532) d'Anne-Marie Kerhvel, à Kendal'ch (mouvement culturel catholique), Al Falz (instituteurs laïques), au Parti Communiste breton (marxiste-anarchiste), au Parti National breton de Yann Fouéré, ou l'U.D.B. (Union Démocrate Bretonne) marxiste relativement proche du P.C.F. et qui tranche par le monolithisme de ses structures.

Ce foisonnement vérifie assez bien l'adage selon



pectives

l'autonomisme

lequel « lorsque deux Bretons sont ensemble ils parlent du pays, à trois ils font un mouvement, à six une scission ».

... PORTEUR DU MEILLEUR ET DU PIRE

Peu structurés, ces mouvements n'en ont pas moins une grande audience car ils réclament tous la préservation de l'identité bretonne et la connaissance des libertés régionales. Ils font une propagande intense pour le développement de la langue et nombreux sont les jeunes, même du pays gallo où le breton n'est pas la langue maternelle, qui suivent les cours de breton qu'ils organisent.

Nous ne pouvons, à l'A.F., que nous réjouir de voir que se multiplient les efforts en Bretagne pour fonder la réalité régionale sur un héritage culturel et non pas seulement économique.

Malheureusement, l'amertume de ces mouvements se traduit trop souvent par une certaine rancœur à l'égard de la France qui aurait colonisé et asservi la Bretagne.

La gauche style P.S.U., influente dans les mouvements bretons, parle de décolonisation et brandit le miroir aux alouettes de l'Europe des régions... bien aidée en cela d'ailleurs par l'extrême-droite fascisante et les résidus de la collaboration style Yann Fouéré. Comme si l'Europe des technocrates de Bruxelles, des plans Mansholt et Vadel préconisant l'exode massif des paysans bretons, était moins dangereuse que la centralisation de l'Etat français !

Raison de plus pour que nous rappelions sans relâche aux Bretons que leur petite patrie, prospère au XVIII^e siècle alors que la Monarchie respectait grosso modo le traité de 1532 malgré quelques coups de canif, est malade de la République depuis que celle-ci a étranglé les libertés bretonnes.

CE DOIT ÊTRE EN BRETAGNE LE COMBAT PRIORITAIRE DES MILITANTS D'ACTION FRANÇAISE.

Paul MAISONBLANCHE.

comment en sortir ?

La stagnation bretonne, dramatique sur le plan humain, est en outre insupportable pour l'esprit quand on constate que la position géographique et l'armature urbaine bretonne sont, dans les conditions économiques contemporaines, non des handicaps mais des atouts majeurs.

L'ÉVOLUTION DES CONDITIONS GÉNÉRALES

La Bretagne n'est plus pénalisée de nos jours par l'absence de charbon : pétrole et électricité sont facilement transportables à distance et les routes maritimes fréquentées par les grands pétroliers passent au large de Brest.

Quant aux industries nouvelles (électronique, informatique), elles voient leur implantation soumise à des facteurs inédits : cadres et techniciens qui composent une bonne part du personnel, tiennent à vivre dans un milieu urbain agréable. A cet égard, Paris exerce sur eux un véritable effet de répulsion — comme en témoignent les exodes des week-ends et des congés annuels — alors que la mer les attire nettement.

Aussi la province, à condition de comporter des centres urbains dynamiques capables d'offrir un minimum de services aux entreprises et de distractions au personnel, peut-elle bénéficier de ce nouvel état d'esprit.

C'est le cas de la Bretagne : ses deux métropoles, Rennes (200.000 habitants) et Nantes (400.000), peuvent être relayées par Brest (160.000), Saint-Nazaire et Lorient (100.000 chacune), Vannes, Saint-Malo, Saint-Brieux et Quimper, approchant ou dépassant 50.000 habitants, voire par les pôles secondaires Cannion-Guingamp, Redon-Basse-Vilaine, Morlaix.

Tous ces centres, distants de 60 à 80 kilomètres les uns des autres et situés près de la mer et de la campagne (sauf Rennes et Nantes), peuvent donc à la fois attirer les immigrants et innover leur arrière-pays. Encore faudrait-il que sous couleur de rattraper le « retard urbain » breton, on ne fasse pas, avec un siècle de retard, les erreurs de la région parisienne ou du Nord et que l'on polarise la croissance urbaine sur deux ou trois centres, dont Rennes. Il faut au contraire se tourner vers un urbanisme polycentrique qui, en l'occurrence, serait d'avant-garde au bon sens du terme.

Si l'on mise dès lors, pour reprendre l'expression heureuse du C.E.L.I.B., sur une « stratégie du dépassement et de l'anticipation », quels seraient les grands axes d'une politique régionale ?

POUR UNE POLITIQUE RÉGIONALE

Plutôt que de poursuivre la politique de primes à l'industrialisation données au coup par coup et souvent à contretemps, il faut mettre en œuvre un plan cohérent d'industrialisation fondé sur de véritables contrats entre collectivités locales et entreprises. Dans cette optique, la commune ou la région financeraient la mise en place des infrastructures nécessaires à l'implantation industrielle, moyennant un droit de regard sur la localisation des usines, localisation qui devrait être liée à la réalisation d'un modèle urbain vivable et non aux

seuls critères de rentabilité à court terme de l'entreprise.

En outre, l'entreprise prendrait des engagements en matière de salaires et de réinvestissement sur place d'une part des profits. La fermeture d'un établissement serait soumise à l'accord de la région qui, en cas de conflit insoluble, pourrait éventuellement user d'un droit de préemption sur celui-ci.

Ainsi serait contrebalancé le lien de dépendance que l'implantation, sans contrôle de groupes extra-régionaux, risquerait de créer.

L'élaboration d'un schéma urbain par la région et les communes suppose, bien entendu, une maîtrise des sols face à la spéculation, soit par le biais d'une municipalisation des réserves foncières, soit par celui d'un impôt foncier rénové. Ainsi éviterait-on la prolifération anarchique des sols sans plan d'ensemble... ou le rachat de terres agricoles à haute productivité, alors que des terrains médiocrement arables pourraient constituer d'excellentes zones à bâtir.

Au demeurant, le développement urbain de la Bretagne permettrait à cette agriculture de qualité qui a engagé avec courage la bataille de la modernisation, de trouver un second souffle. Les marchés nouveaux qu'elle trouverait permettrait de maintenir la population active agricole à 140.000 unités en 1985 (contre 330.000 en 1968), au lieu des 110.000 prévus par les autorités. Encore faudrait-il que les circuits d'aval de l'agriculture (industries alimentaires) échappent aux groupes et monopoles extra-régionaux.

QUEL POUVOIR RÉGIONAL ?

Mais l'élaboration d'une politique régionale globale, la concertation avec les forces économiques et leur contrôle, ne peuvent être le fait que de collectivités locales fortes. Il est donc indispensable de fédérer — de façon non technocratique — les communes au niveau cantonal, de faire sauter les découpages départementaux particulièrement ineptes en Bretagne — pensons au Finistère formé de deux parties nord et sud qui se tournent le dos ! — pour les remplacer par les « pays » historiques de Bretagne comme le demande le C.E.L.I.B., de créer enfin une Assemblée bretonne régionale désignant un exécutif (le Préfet gardant le rôle de commissaire du gouvernement). La région, étendue à la Loire-Atlantique, pourrait alors mettre en œuvre une politique de planification régionale élaborée par ses différentes instances territoriales... à condition bien sûr qu'elle soit dotée des pouvoirs financiers nécessaires. Songeons qu'en Allemagne le budget de l'ensemble des laenders équivaut aux huit dixièmes de celui de l'Etat !

Alors un élément d'arbitrage et de concertation serait introduit dans la vie bretonne et l'on ne verrait plus des affaires aussi lamentables que celle du Joint Français dans laquelle, au niveau local, il n'y a eu aucun pouvoir doté de suffisamment d'autorité pour imposer une médiation entre la direction et les travailleurs.

(Suite page 6)



mac govern ou poujade revu par kennedy

La convention démocrate a désigné le sénateur Mac Govern comme « challenger » de Nixon, non sans avoir pratiqué les manœuvres de couloir, les contestations de mandats de délégués, notamment à propos des élections primaires de Californie. Ce pays fait vraiment tout en grand et les manœuvres des radicaux français de la Belle Epoque font à côté figure d'enfantillage.

Au fond, ce Mac Govern, qui sera peut-être élu président des U.S.A., est très mal connu en France. Il faut reconnaître que, devant sa percée spectaculaire et rapide, les Américains se posent également un certain nombre de questions.

QUI EST MAC GOVERN ?

Il fait partie depuis seize ans des notables du parti démocrate. Il a siégé quatre ans à la Chambre des représentants, dix ans au Sénat, et a servi deux ans à la Maison Blanche dans l'administration Kennedy.

Il a 49 ans, né le 19 juillet 1922 dans le Sud-Dakota, d'un père pasteur méthodiste et d'une mère d'origine canadienne. Après ses études secondaires, il fait son service militaire, durant la seconde guerre mondiale, comme pilote de bombardier, stationné en Italie, et termine la guerre comme lieutenant. On comprend très bien qu'après avoir bombardé Dresde, Hambourg ou Rouen, du haut de ses 10.000 mètres, le fils du pasteur revienne, d'après un de ses biographes, un autre homme. Il se fait alors l'avocat d'un « gouvernement mondial », ce qui n'a rien de très original. Il termine ses études, devient docteur en philosophie, étudie la théologie, et abandonne la voie du sacerdoce pour devenir professeur tout en gardant un style de prédicateur. Déjà connu pour ses idées libérales, il participe à la campagne électorale du parti progressiste né d'une scission du parti démocrate et noyauté, dit-on, par les communistes américains. Il renie, paraît-il, cette époque de sa vie.

Elu à la Chambre des représentants en 1956 comme député du Sud-Dakota, il vote contre la doctrine Eisenhower « autorisant l'usage de la force pour prévenir la pénétration soviétique au Moyen-Orient ». Représentant un Etat agricole, il devient membre de la Commission de l'agriculture au Sénat et recherche principalement à faire passer les augmentations de subventions aux fermiers. Kennedy,

qu'il a bien soutenu pendant sa campagne présidentielle, le nomme directeur du « Food for Peace program ». Cela lui permet de distribuer à travers le monde les surplus agricoles des Etats-Unis. Il revient au Sénat en 1963, et ne se fait pas spécialement remarquer.

En 1968, après l'assassinat de Robert Kennedy, il devient, à la convention de Chicago, le représentant de cette tendance, mais son heure n'est pas encore venue et il se retire de la course. Son opposition à la guerre du Vietnam a été constante, et il fut un des principaux organisateurs de la campagne anti-guerre. Il a même déclaré que s'il était élu il irait à Hanoï si cela était nécessaire.

L'ASCENSION D'UN ASPIRANT-PRÉSIDENT

En janvier 1971, le premier, il annonce sa candidature. Le scepticisme de la part des politiciens est total quant à ses chances de succès. Humphrey paraît alors bien mieux placé. Cependant, il mène sa campagne de main de maître. Tout d'abord, il récolte 6 millions de dollars, plus que n'importe quel autre apprenti candidat. Il a également sur ordinateur des listes de deux millions de noms du monde libéral des U.S.A. Ensuite, sa campagne est dirigée par de jeunes politiciens, anciens du mouvement Kennedy, et soutenue par des milliers d'étudiants volontaires répartis sur tout le territoire. Voilà un ensemble d'atouts qui n'est pas négligeable. Quel programme propose-t-il aux électeurs ?

LE PROGRAMME DE MAC GOVERN

Ses thèmes de propagande sont en fait très simples, avec un petit côté tixier-vignancouriste. Il comprend trois axes principaux : compression des dépenses militaires, réforme fiscale, redistribution du revenu national.

— Défense nationale : réduction des dépenses militaires pour un montant de 33 milliards de dollars sur une période de trois ans, principalement au moyen de la réduction de 2,4 millions à 1,7 million des effectifs militaires, ce qui ramènerait les troupes stationnées en Europe de 300.000 à 130.000 hommes. Quant au Sud-Est asiatique, retrait total.

— Restriction des crédits sur le système de missile anti-balistique ainsi que sur l'établissement des bases de lancement de missiles à têtes multiples.

— Réduction du nombre de porte-avions de 15 à 6.

— Annulation du projet de construction de nouveaux bombardiers.

— Réforme fiscale : elle consisterait principalement dans l'augmentation du taux d'imposition des hauts revenus et l'augmentation des droits de succession et la suppression de certaines exemptions actuelles.

— Redistribution : assurer un minimum de 4.000 dollars de revenu annuel pour une famille de 4 personnes.

Le tout est présenté dans un style « new-deal » cher aux rooseveltiens et aux kennedystes. Quelles sont ses chances ? Si la position de Nixon est actuellement très forte, l'espoir de Mac Govern de le battre n'est pas totalement vain. Son passé de militant anti-guerre ne peut pas le desservir au moment où Nixon retire les dernières troupes américaines du Vietnam. Il a confiance en lui, ce qui impressionne toujours les foules. Il est intelligent, et s'il ne peut se prévaloir des réussites de politique étrangère de Nixon, il ne se fait pas faute de mettre en évidence, avec un grand sens pragmatique, les graves défauts, réels, de la société américaine contemporaine. Enfin, il flatte l'isolationnisme américain renaissant. Il est certain en revanche que Wall Street ne voit pas ce fils de pasteur d'un œil favorable.

LA MÉDIOCRATIE POLITIQUE AMÉRICAINE

Les élections américaines sont pleines d'imprévus, et excepté la péripétie Goldwater, depuis Kennedy la marge électorale présidentielle a toujours été faible.

Ceci s'ajoute à l'extrême complication du scrutin qui, fondé sur une répartition des voix entre Etats, permet à un candidat d'être élu en ayant obtenu moins de voix que son rival. Du coup, le Président en exercice doit se transformer en super-star pendant les douze mois (minimum) qui précèdent son élection et la machinerie de l'Etat le plus puissant du monde en est quasiment paralysée. La campagne électorale qui s'amorce montre bien, en tout cas, que la classe politique américaine, partagée pour les besoins de la cause entre l'avocat de « la loi et l'ordre » (la loi du dollar et « l'ordre » des firmes) et un démagogue tous azimuts, vaut bien en médiocrité son homologue française.

Ph. VILLARET.

bretagne (suite)

Mais on n'en prend pas le chemin. Pompidou, pas fou, sait qu'en démocratie tous les pouvoirs sont des tremplins vers la conquête du Pouvoir. Alors, maintenant sous la tutelle de l'Etat les collectivités locales, subordonnons l'octroi au coup par coup des crédits à leur docilité électorale. Que voulez-vous, M. Pompidou n'est pas affranchi des servitudes de l'élection comme un monarque. Tout corps intermédiaire peut devenir un instrument entre les mains de ses concurrents. Alors, il ne peut vraiment pas se permettre le luxe de tolérer que de nouveaux Etats de Bretagne dialoguent avec lui d'égal à égal comme ils le faisaient au XVIII^e siècle avec un Louis XV.

Arnaud FABRE.



quand un homme d'action française était l'avant garde

Le 16 juin 1972, la République, en la personne de Jacques Duhamel, rendait hommage à deux pionniers de l'architecture moderne. L'un est mort face au soleil, d'une mort de poète, c'était Le Corbusier ; l'autre est un alerte jeune homme de 95 ans dont la langue est aussi vive que la plume : Henri Frugès. C'est avec tristesse qu'il m'a fallu constater que l'Action française n'avait délégué personne pour honorer ce vieux seigneur girondin qui est l'une de ses gloires. Pierre Debray et moi-même seulement étions là, encore n'engagions-nous que nos personnes — et pour cause.

Qu'a donc réalisé Henri Frugès ? En 1924, avec un culot magnifique, et après avoir lu le livre « Vers une architecture » de Le Corbusier, il écrit à celui-ci pour lui proposer de construire une cité ouvrière à visage humain, dans les Landes d'Arcachon. Cet industriel bordelais vient de choisir l'architecte inconnu, dont les idées sont tellement modernes qu'elles choquent et irritent tous les conformismes de l'époque. Cet exploit lui coûtera sa fortune, la considération distinguée de beaucoup de gens de « son monde ».

Mais il eût fallu bien davantage pour abattre Henri Frugès, esprit inventif, combatif, fastueux... et la cité moderne de Pessac éleva, au milieu des fleurs et des arbres, des logements ouvriers qui étaient non seulement pratiques, mais beaux. Qu'un des hommes les plus riches du Sud-Ouest aille jeter sa fortune aux quatre vents girondins pour demander au plus grand — et au plus contesté des architectes de l'époque, des logements populaires — voilà qui ne correspond guère à l'image de marque qui représente alors, pour le futur front populaire, l'affreux capitaliste d'A.F., buveur de sang et membre des deux cents familles, pour lequel le Parti fourbit sa hache en vue du Grand Soir.

Comme Le Corbusier, Frugès fut traité de fou, de fada (ce qui revient au même). Puis ruiné, au travers d'imbrications bureaucratiques que je ne puis exposer, faute de place. Ces deux grands artistes étaient-ils un peu en marge des contingences matérielles ? Quoi qu'il en soit, H. Frugès partit ruiné à Tunis, où il devint agriculteur. Et c'est là qu'il regut l'admirable lettre de Le Cor-

busier le 10 février 1931 que je ne puis citer toute : « Je suis heureux de vous savoir loin de B..., occupé aux soins de la terre, dans un pays plein de soleil, de vie profonde, d'histoire. Vous avez su choisir votre nouveau destin, et que notre esprit avide et honnête, constructeur et poète, trouvera là une nourriture féconde. Je vous envie...

Votre aventure avait été trop mêlée jusqu'ici au tumulte stérile d'une société futile et bourgeoise, aux pensées étriquées, aux gestes artificiels. Le grand retour vers le vrai, telle est la marche des événements dans le monde entier, maintenant que le plafond des vanités et des sottises crève de partout... Pessac vit, et la victoire est à nous. »

Voilà des hommes qui nous consolent de la mesquinerie, de la bêtise, de la lâcheté, qui sont de tous les temps. Race de seigneurs, dont il ne faut jamais oublier que ses membres se comptent toujours sur les doigts de la main, et auxquels je tenais à apporter l'hommage personnel de ma respectueuse admiration.

Béatrice SABRAN.

le « combat socialiste » et la n.a.f.

Sous le titre « Nationalisme français et breton », « Le Combat Socialiste », organe de la Fédération des Côtes-du-Nord du P.S.U., a publié dans son numéro du 8 juillet cette lettre de notre ami G. Dorso, suivie d'une réponse des militants socialistes de Saint-Brieuc. Il nous a semblé intéressant de reproduire, dans leur intégralité, les deux textes.

Messieurs,

Avec bien du retard nous parvient un numéro de « Combat Socialiste » contenant une tribune intitulée : « Bilan d'une grève - la part de chacun » où la Nouvelle Action française est « curieusement » mise en cause auprès des gaullistes :

« Les gaullistes avaient été curieusement précédés par la Nouvelle Action française, dont la réaction nous a semblé plus bretonne que française au sens maurassien du terme ! »

Première précision : contrairement à l'intervention des gaullistes, dont les motivations électorales étaient évidentes, celle de la N.A.F. s'est traduite concrètement par une souscription de 2.000 F à la collecte de l'Intersyndicale !

Deuxième précision : la réaction de la N.A.F., diamétralement opposée à celle des gaullistes soutiens du capitalisme et du centralisme jacobin, est française (au seul sens du mot) et maurassienne aussi bien que bretonne : elle est fondée, comme l'indique notre communiqué du 29 mars, sur plus d'un demi-siècle de combat contre la centralisa-

tion, le libéralisme capitaliste et la démocratie électoraliste ; dès les premières heures de l'A.F., en 1908, Jacques Bainville avait traduit ce combat par une souscription en faveur des mineurs grévistes du Nord en butte à la répression du jacobin Clemenceau.

Nous serions heureux, si vous disposiez de la place nécessaire, que vos lecteurs soient informés de ces précisions destinées à éviter tout malentendu sur nos intentions et sur notre combat, et nous vous prions de croire, Messieurs, à nos sentiments les meilleurs.

Pour la section de Saint-Brieuc
de la N.A.F. :

G. DORSO.

Nous portons cette réponse à la connaissance de nos lecteurs par souci d'objectivité et pour apporter aux plus jeunes un élément d'éducation politique. En nous étonnant de voir des disciples de Charles Maurras (fondateur de l'ancienne Action française) adopter une attitude plus bretonne que française, nous pensions aux luttes qui ont opposé les autonomistes bretons et l'Action française. Nous avons peut-être négligé une composante de cette tendance nationaliste et royaliste : l'opposition du « pays légal » et du « pays réel », l'exaltation de Mistral et des poètes d'expression provençale, la haine du jacobinisme républicain. Nous pensions seulement à l'idolâtrie de la patrie française (très opposée à l'internationalisme socialiste) dont Maurras et ses amis voulaient être les grands prêtres, et dont de Gaulle avait d'ailleurs hérité.

Cette mise au point aidera à comprendre ce que le nationalisme a d'ambigu. Analyser l'Etat comme machine au service de la ou des classes dominantes, c'est une chose. Souhaiter une sorte de lien charnel et sentimental entre le peuple et un pouvoir qui n'émanerait pas de la « démocratie électoraliste », c'en est une autre. Il est évident que la concordance apparente de nos thèses et de celles de la Nouvelle Action française dans l'affaire du Joint cache deux analyses inconciliables.

Ce débat entre socialistes et royalistes témoigne en effet de l'objectivité du P.S.U. Cependant, les socialistes briochins gagneraient à lire Maurras d'un peu plus près : ils ne commettraient pas l'erreur de faire du nationalisme d'Action française une « idolâtrie de la patrie française ». Maurras n'a jamais idolâtré la patrie ; il reconnaissait simplement son caractère bienfaisant. De même, il ne cherchait pas à être le « grand prêtre » d'un culte qu'il n'a jamais songé à instaurer, mais simplement le serviteur de la France et des Français.

Reste la question de l'Etat. Nous ne nions pas que l'Etat démocratique est nécessairement prisonnier d'une classe déterminée ou de groupes d'intérêts. Cela tient à la nature élective du pouvoir. Que celui-ci devienne héréditaire et l'Etat recouvrera son indépendance. Alors les régions, les communes et les travailleurs pourront reconquérir leurs libertés.

du "delorisme" au social - faurisme

Il avait l'ambition d'une Réforme, il n'a fait que des réformes. La Nouvelle Société n'aura vraiment duré que le temps d'un discours à l'Assemblée nationale. Le « Socialisme par la Participation », le « Nouveau Contrat

Social » ont-ils plus de chances de succès ? Quoi qu'il en soit, le véritable successeur de Jacques Chaban-Delmas, ce n'est pas Pierre Messmer, ce centurion besogneux, mais bien Edgar Faure.

A l'équipe Chaban-Delmas - Delors succède en pratique celle d'Edgar Faure - Christian Poncelet. On parlait du « delorisme », on attend maintenant les premières réalisations du « social-faurisme ». M. Messmer s'y est engagé, son gouvernement restera dans la voie du « social ». Voie ouverte sans aucun doute le 16 septembre 1969 à la tribune de l'Assemblée nationale par l'annonce d'une « Nouvelle Société » qui, aux dires de son inventeur, devait changer les rapports entre les principaux partenaires sociaux et permettre de dégager des solutions concertées.

Ainsi des contrats de progrès, dont l'ambition était de lier augmentation de la masse salariale et amélioration réelle du pouvoir d'achat, tout en « canalisant » le droit de grève. Le premier de ces contrats fut signé le 10 décembre 1969, à l'E.G.F., au terme d'une grève fort impopulaire ; tous les syndicats y souscrivirent, seule la C.G.T. s'abstint. Quelque quatorze mois plus tard, la situation était inversée, la C.F.D.T. refusant son aval et la C.G.T. signant le contrat à la suite de la suppression de la « clause anti-grève » et après avoir obtenu également une garantie plus forte du pouvoir d'achat. Mais la récente polémique entre l'indice des prix de l'I.N.S.E.E., et celui présenté par la C.G.T., comme la hausse des prix que l'on peut prévoir assez forte en 1972, met une fois de plus en lumière le point faible du système : une politique impossible à tenir en période d'inflation.

De même, la grève ne fut pas supprimée pour autant dans les secteurs concernés. Celle de la S.N.C.F., il y a un an, fut un échec pour les syndicats, celle de la R.A.T.P. en octobre 1971 fut en apparence un échec, en fait elle remettait en cause la revendication globaliste seule acceptée par les syndicats officiels et participait de l'ère des grèves-révoltes des laissés pour compte de la « Nouvelle Société » (voir tableau). Chez les « aristocrates du métro », on se souciait peu des mots d'ordre de la C.G.T. et les motivations réelles d'un arrêt de travail de dix jours furent sans aucun doute moins éloignées qu'il ne paraît de celles des O.S. du Mans qui, du 29 avril au 24 mai 1971, devançant les syndicats (C.F.D.T. comme C.G.T.) dans leurs revendications sur les conditions de travail.

Bien sûr, le salaire minimum interprofessionnel de « garantie » (S.M.I.C.) est devenu « de croissance » (S.M.I.C.), et de 3 F de l'heure au 1^{er} juillet 1968 passe à 4,30 F au 1^{er} juillet 1972, soit une augmentation de 43,3 % que les commentateurs officiels comparent aux 16,7 % de l'augmentation, sur la même période, de l'indice des prix. Mais un tel indice ne peut s'appliquer aux plus bas salaires particulièrement concernés par tout relèvement du salaire minimum.

Oui, la durée maximale du travail hebdomadaire autorisée est passée de cinquante-quatre heures à cinquante heures. Mais la France reste le pays d'Europe où le nombre moyen d'heures travaillées par semaine est le plus élevé. Trois millions de salariés ont reçu en moyenne 350 F bloqués au titre de l'intéressement, soit environ — et puisque les sommes sont bloquées pendant cinq ans — une augmentation de trois centimes du salaire horaire sur cinq ans ! Il est vrai que la mensualisation touche maintenant la plus grande partie de la population ouvrière, tandis que d'autres mesures sociales sont intervenues dans le domaine du travail temporaire, de la retraite, des élections aux comités d'entreprise.

Il est également trop tôt pour mesurer toutes les conséquences de l'accord syndicats-patronat du 9 juillet 1970 sur la formation et le perfectionnement professionnels. Mesure bien accueillie dans l'ensemble, car depuis longtemps réclamée, mais dont on peut être certain qu'elle ne fera qu'accroître la revendication de la qualité du travail et de la responsabilité.

Au-delà de ce premier bilan, c'est aux revendications les plus matérielles qu'aura à faire face le nouveau super-ministre des Affaires sociales (1).

Le S.M.I.C. à 1.000 F et la retraite à 60 ans restent toujours les mots d'ordre premiers des grandes centrales syndicales. Mais Edgar Faure a d'autres ambitions. Il y a à peine quatre mois, au colloque de Boulogne, il développait les thèses qu'il cherchera sans aucun doute à appliquer. « Socialiser l'expansion, réduire les inégalités sociales... » étaient les thèmes majeurs de l'action sociale qu'il préconisait. Il veut donc s'occuper en priorité des plus défavorisés, rejoignant ainsi les dernières mesures de Chaban-Delmas en matière d'aide sociale.

De plus, pour le président d'honneur du « Mouvement pour le socialisme par la participation », il sera logique de suivre la route tracée par J. Chaban-Delmas vers une certaine forme de co-gestion.

Que reste-t-il de la « Nouvelle Société » ? Une certaine ouverture vers des problèmes jusqu'alors ignorés, quelques réformes, quelques projets. Rien qui n'ait apporté un changement notable à la condition ouvrière, aux problèmes des salaires par rapport à la hausse du coût de la vie, à la répartition du pouvoir dans l'entreprise. Le « Nouveau Contrat Social », qui est l'objectif d'Edgar Faure, pourra-t-il apporter autre chose que des réformes ? Celui qui se veut « l'homme de la participation » ira-t-il au devant des aspirations des travailleurs ? Peut-être, dans les domaines matériels, mais dans le cadre où il se trouve il participe à la « société bloquée » et ne pourra en sortir.

Philippe DILLMANN.

(1) Sous la IV^e République, dans le gouvernement de Guy Mollet, avait été déjà créé un super-ministère des Affaires sociales avec M. Gazier. L'expérience avait été abandonnée, la tâche étant trop lourde.

des grèves-révoltes

AVRIL-MAI 1971 : Grève chez Renault au Mans : La Révolte des O.S.

OCTOBRE 1971 : Grève du Métro : La Révolte d'une minorité.

FEVRIER-MARS 1971 : Grève chez Pennaroya (Lyon) : La Révolte des immigrés.

MARS-MAI 1972 : Grève du Joint Français (Bretagne) : La Révolte des colonisés.